



**PRÉFET
DU GARD**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement Occitanie
Unité inter-départementale Gard-Lozère**

Nîmes, le **14 DEC. 2023**

Subdivision Carrières ICPE Déchets Risques Accidentels
Courriel : uid-30-48.dreal-occitanie@developpement-durable.gouv.fr

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE N° DREAL 2023-074 DU
14/12/2023**

modifiant certaines dispositions applicables à la carrière exploitée sur la commune de Saint Etienne des Sorts
aux lieux-dits « La roquette » et « Silhas et Bourbouiren »
par la société Roumeas et Fils.

**Le Préfet du Gard,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre national du Mérite,**

- Vu** le code de l'environnement et notamment ses articles L.181-14, R.181-45 et R.181-46
- Vu** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 03-194N du 16 décembre 2003 autorisant la société Roumeas et Fils à exploiter une carrière de calcaire et une installation de traitement de matériaux de carrière sur le territoire de la commune de Saint Etienne des Sorts au lieu-dit « La Roquette » et « Silhas et Bourbouiren » ;
- Vu** le dossier daté du 9 février 2023 par lequel M Jean-Marc Roumeas agissant en tant que Président de la société Roumeas et Fils sollicite les modifications des conditions d'exploitation de la carrière susvisée ;
- Vu** le rapport de l'inspecteur de l'environnement en date du 28 novembre 2023 et le projet d'arrêté transmis à l'exploitant en date du 8 décembre 2023 au titre du contradictoire ;
- Vu** les observations de l'exploitant en date du 14 décembre 2023 ;

considérant la demande de mise à jour de la rubrique de nomenclature des installations classées relative aux activités de traitement des matériaux (rubrique 2515) correspondant à une évolution de la réglementation ;

Considérant la demande de régularisation des activités de transit des matériaux (rubrique 2517) suite à une évolution de la surface de stockage des matériaux sur la carrière ;

Considérant que la demande ne constitue pas une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R.122-2 du code de l'environnement ;

Considérant que les évolutions présentées ne modifient pas les nuisances ou dangers décrits dans l'étude d'impact du dossier initial de demande d'autorisation d'exploiter et qu'en conséquence les modifications sollicitées ne sont pas substantielles au sens de l'article R.181-46 du code de l'environnement ;

Considérant que le pétitionnaire a présenté la mise à jour du calcul des garanties financières ;

Considérant que ces éléments nécessitent la mise à jour du classement administratif du site au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement, ainsi que le montant des garanties financières à constituer ;

Considérant que l'article R. 181-45 du code de l'environnement indique notamment : " Les prescriptions complémentaires prévues par le dernier alinéa de l'article L. 181-14 sont fixées par des arrêtés complémentaires.

"Elles peuvent imposer les mesures additionnelles que le respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 rend nécessaire ou atténuer les prescriptions initiales dont le maintien en l'état n'est plus justifié. Ces arrêtés peuvent prescrire, en particulier, la fourniture de précisions ou la mise à jour des informations prévues à la section 2.

"Le préfet peut solliciter l'avis de la commission ou du conseil mentionnés à l'article R. 181-39 sur les prescriptions complémentaires ou sur le refus qu'il prévoit d'opposer à la demande d'adaptation des prescriptions présentée par le pétitionnaire. L'exploitant peut se faire entendre et présenter ses observations dans les conditions prévues par le même article. Le délai prévu par l'alinéa précédent est alors porté à trois mois";

Sur proposition de M le secrétaire général de la préfecture du Gard ;

ARRÊTE

Article 1 : CLASSEMENT ICPE

Les prescriptions de l'article 1.5 de l'arrêté préfectoral n° 03-194 n du 16 décembre 2003 susvisé sont remplacées par les prescriptions suivantes :

Les installations autorisées sont visées à la nomenclature des installations classées, sous les rubriques :

Libellé de la rubrique	Rubrique ICPE	Quantité autorisée	Régime
Exploitation de carrière	2510-1	Capacité de production : 150 000 t/an Superficie d'extraction : 28000 m ²	Autorisation
Broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels.	2515-1-a	800 kW	Enregistrement
Station de transit de produits minéraux autres	2517-2	< 10 000 m ²	Déclaration

Article 2 MONTANT DES GARANTIES FINANCIERES

Les prescriptions de l'article 1.9.2.2 de l'arrêté préfectoral n° 03-194 n du 16 décembre 2003 susvisé sont remplacées par les prescriptions suivantes :

« Le montant des garanties financières doit permettre de couvrir les frais de remise en état du site, par une entreprise extérieure, correspondant à la situation la plus défavorable envisageable dans laquelle ces frais seront les plus élevés au cours de la période considérée.

Sur ces principes, la détermination du montant des garanties financières est effectuée par périodes quinquennales successives.

Le montant minimum des garanties financières est ainsi fixé de la façon suivante pour la dernière phase :

Phase d'exploitation	Période	Montant en € TTC
Cinquième et dernière période	2023 – 2028	139 484, 34 €

Le plan des garanties financières correspondant à la dernière phase d'exploitation mentionnée ci-dessus est joint en annexe 1 du présent arrêté. »

Article 3 : DELAIS ET VOIES DE RECOURS-PUBLICITE-AMPLIATION ET EXECUTION

Article 3.1 Délais et voies de recours

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Nîmes, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code par voie postale ou par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr:

1°) par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L 211-1 et L 511-1 du même code dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de cette décision ;

2°) Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Article 3.2 Publicité

En vue de l'information des tiers et conformément aux dispositions de l'article R.181-45 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département où il a été délivré, pendant une durée minimale de quatre mois.

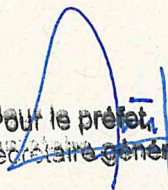
Le présent arrêté est publié sur le site internet Géorisques :
<https://www.georisques.gouv.fr/risques/installations/donnees?page=1>

Article 4 : Ampliation et exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Gard, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) OCCITANIE - unité inter-départementale Gard-Lozère, le maire de la commune de Saint Etienne des Sorts sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société Roumeas et Fils.

Fait à Nîmes

Le préfet


Pour le préfet,
le secrétaire général

Frédéric LOISEAU



Carrière de La Roquette

GARANTIES FINANCIERES PERIODE QUINQUENNALE 2023-2028

- S1 = surfaces liées aux infrastructures (dont pistes)
- S2 = Surfaces en chantier (décapage ou extraction)
- S3 = Surfaces liées aux fronts
- Surfaces réaménagées
- Périmètre d'autorisation



CARRIÈRE CATÉGORIE 2				
Valeur	Dénomination	Superficie (m²)	Superf. (ha)	Total
S1	plateforme de traitement et transit	14 000	1,40	1,95
	Piste de circulation	5 500	0,55	
S2	Dénomination	Superficie (m²)	Superf. (ha)	Total
	pour l'usage de réhabilitation	16 800	1,68	1,68
	Zone en remblayage			

Valeur	Dénomination	Hauteur	Longueur	Superficie (m²)	Superf. (ha)	Total
S3	Front 36-51	15	440	6 600	0,66	0,66

Valeur de Alpha	
Index (nov 2022)	831,8
Index (mai 2009)	616,5
TV _{A0}	0,2
TV _{A3}	0,196
α	1,9538

Calcul des garanties financières				
Nature des opérations	Coût unitaire (€/ha)	Surface à réaménager (ha)	Coût (TTC)	
Infrastructures	C1	15 555	51	1,95
Surface en ch	C2	36 290	52	1,68
Surface en ch	C2	29 625	52	-
Surface en ch	C2	22 220	52	-
Surface de fr	C3	17 775	53	0,66
SOUS-TOTAL = (C1xS1+C2xS2+C3xS3)				11 732
α = (Index/indice0)(1+TV _{A0})/(1+TV _{A3})				103 031
TOTAL = α(C1xS1+C2xS2+C3xS3)				1 353 8
				139 494,94

